

Venezuela : la grande manip

Un peu plus de 8 millions de Vénézuéliens ont voté dimanche en faveur d'une Assemblée constituante malgré la violence déclenchée par une opposition puissante disposant de moyens considérables financiers et médiatiques soutenue par le gouvernement des Etats-Unis et la CIA.

Un succès pour le mouvement populaire et progressiste vénézuélien.

En France et plus généralement en Europe, la tendance médiatique est à l'acharnement contre le pouvoir en place à Caracas en procédant à une manipulation de l'information.

Les images des manifestations de la dite « opposition » qui se traduisent généralement par des scènes de guerre sont largement diffusées alors que les rassemblements chavistes sont passés sous silence.

On évoque plus de cent morts depuis le début des affrontements en oubliant de préciser que des candidats à la constituante et des militants chavistes ont été assassinés tandis que les forces de l'ordre ont enregistré nombre de morts et de blessés.

Les médias des Bolloré, Drahi, Lagardère et ceux du « service public » ont choisi leur camp : celui de l'extrême droite vénézuélienne.

Ils rejoignent ainsi les pires forces réactionnaires du continent latino américain dans des pays qui osent remettre en cause le verdict des urnes vénézuéliennes alors que ces mêmes pays se distinguent par la corruption, le népotisme et les atteintes aux droits de l'homme.

Je veux parler du Mexique, du Pérou, de Panama, de l'Argentine et de la Colombie.

Ce n'est pas au Venezuela que 45 étudiants ont été assassinés sans aucune suite judiciaire, que les fosses communes débordent d'hommes et de femmes martyrisés, que la misère et l'analphabétisme sévit dans tout le pays, mais au Mexique.

Ce n'est pas au Venezuela que le rapport 2017 d'Amnesty relève la multiplication de violences contre les femmes et les populations indigènes, que l'armée et la police s'illustrent par des opérations répressives dans les villages éloignés de la capitale, mais au Pérou.

Ce n'est pas au Venezuela que la finance internationale camoufle ses méfaits, mais au Panama.

Ce n'est pas au Venezuela que le pouvoir s'attaque aux grands frères des disparus durant la dictature, que la répression s'abat sur le mouvement ouvrier mais en Argentine.

Ce n'est pas au Venezuela que des centaines d'opposants politiques restent toujours emprisonnés malgré des « accords de paix », que des militants de gauche sont assassinés mais en Colombie.

Le Venezuela n'a pas de leçon à recevoir de ces régimes corrompus et fascistes.

Son peuple doit dans la paix enfin retrouvée surmonter lui et lui seul l'épreuve en cours.

José Fort